

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Les-mensonges-de-la-propagande-de.html>

Les mensonges de la propagande de guerre française au Mali

- Français - Attention, Médias -

Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2013

Auteur(s) : Mohamed Tahar Bensaada

Cocorico ! La France aura bien eu sa « tempête de désert ». Hollande a pris la « courageuse » décision d'envoyer les hélicoptères Gazelle des forces spéciales de l'armée de terre, des Mirage 2000D et des Rafale contre les colonnes des djihadistes qui menacent la sécurité de l'Europe.

Dans cette guerre, la France n'a pas besoin de justification supplémentaire, il suffit qu'elle ressasse la propagande rôdée désormais au fil des dernières guerres de l'Empire, elle intervient pour sauver le peuple malien et pour les droits de l'Homme. Les intérêts de la France, au premier rang desquels le contrôle des mines d'uranium du Niger voisin, ne viendraient qu'en second lieu. Comme d'habitude, les médias de l'hexagone ont rivalisé dans le rôle qui leur est dévolu : la fabrication de mensonges éhontés en vue de justifier une guerre de rapine et de domination néocoloniale. Retour sur les mensonges les plus grotesques.

Premier mensonge. Les apparences diplomatiques sont sauvées. Le président français a justifié sa décision d'intervenir au Mali en prétextant l'appel à l'aide du gouvernement malien. En effet, le président intérimaire malien, Dioncounda traoré, a lancé un appel au secours à la France pour stopper l'avancée des rebelles d'Ansar Dine qui avaient pris le contrôle de la ville stratégique de Konna. Mais ce que le gouvernement et les médias français ont oublié de rappeler c'est que ce président malien ne dispose d'aucune légitimité pour appeler à l'intervention militaire d'une puissance étrangère sur le sol malien.

Il s'agit d'un président intérimaire désigné en concertation avec l'Union africaine et les Etats de l'Afrique de l'ouest pour retourner au plus vite à l'ordre constitutionnel après le coup d'Etat du capitaine Amadou Sanogo et en vue de préparer des élections. Aussi bien le commandement de l'armée malienne que de larges secteurs de la société civile et politique malienne, même s'ils sont attachés au recouvrement par leur pays de son intégrité territoriale et à son unité nationale, s'opposent légitimement à l'intervention étrangère dans des conditions qui n'assurent pas au Mali le contrôle des opérations et de la suite des événements.

Second mensonge. Le gouvernement français justifie son opération Serval par le souci de contrer les rebelles d'Ansar Dine qui ont lancé la semaine dernière une offensive contre des localités situées au centre du pays en direction du sud. Ce faisant, le gouvernement français tente de donner à cette opération un caractère défensif. Rien n'est plus faux. Depuis que le nord du Mali a échappé au contrôle du gouvernement central de Bamako pour tomber entre les mains du mouvement Ansar Dine et des autres mouvements djihadistes, on le sait, la France n'a pas cessé d'appeler à la guerre en poussant en avant les Etats de la CEDEAO pour donner un semblant de légitimité africaine à cette guerre néocoloniale.

Après avoir réussi à torpiller les efforts de médiation du gouvernement algérien en vue de trouver une solution politique à la crise et à arracher une résolution du conseil de sécurité de l'Onu autorisant le déploiement d'une force africaine mais dans le cadre d'un plan de résolution politique globale de la crise, la France a continué en coulisses à pousser le gouvernement malien et les autres gouvernements de l'Afrique de l'ouest à vider cette résolution onusienne de son contenu et à se préparer à la guerre.

De son côté, l'Algérie a réussi récemment à amener les deux principaux protagonistes du mouvement national touareg Ansar Dine et le MNLA à trouver un accord en vue de négocier une solution politique avec le gouvernement de Bamako. Des délégations de ce mouvement ont rencontré le ministre des affaires étrangères du Burkina Faso à Ouagadougou. Mais sous la pression française, le gouvernement malien a ignoré ces bons offices et a continué en secret à préparer l'offensive armée qui était planifiée entre l'été et l'automne 2013 comme en témoigne le recrutement tous azimuts et l'entraînement de mercenaires de tous les coins d'Afrique, étant entendu que les 3000 hommes de la CEDEAO n'allaient pas suffire à déloger les mouvements touareg de leurs positions. Le mouvement Ansar Dine n'avait plus d'autre choix que d'attendre que l'adversaire se prépare à son aise et qu'il se fasse écraser ou alors d'anticiper sur l'action de ses adversaires et lancer une offensive militaire pour rappeler à Bamako son existence et le forcer à négocier sérieusement.

La France a compris l'enjeu et a dû changer son plan initial. Au lieu d'attendre encore quelques mois le temps de préparer ses supplétifs africains pour la sale besogne, elle a dû intervenir directement. En apparence, Ansar Dine et ses alliés d'Aqmi et du Mujao ont mal calculé leur coup en provoquant cette intervention française prématurée qui pourrait leur coûter cher. Mais d'un autre côté, les masques sont tombés. La France est intervenue directement dans un conflit dont il n'est pas sûr qu'elle s'en sorte sans perdre beaucoup de plumes.

Troisième mensonge. Le gouvernement français prétend qu'il mène cette guerre contre les djihadistes qui contrôlent le nord du Mali et menacent désormais le territoire de la France et de l'Europe. En reprenant cet argument officiel, les médias français usent d'un mensonge grossier. D'abord, ils sont bien culotés de servir pareil argument à leurs téléspectateurs La France qui n'a pas hésité à armer et soutenir les djihadistes en Libye et qui n'hésite pas aujourd'hui à soutenir les djihadistes en Syrie se découvre subitement une âme laïque et démocratique au Mali ! La laïcité ici n'est qu'un cache-sexe servant à cacher de sordides desseins stratégiques et économiques.

Le mouvement Ansar Dine est avant tout un mouvement de libération touarègue. Ses membres fondateurs et ses cadres, à commencer par leur leader Iyad Agh Ghali, proviennent tous du mouvement de libération touareg qui a lutté les armes à la main durant les années 80 contre le gouvernement central de Bamako et qui ont déposé les armes dans le cadre des Accords d'Alger en 1991.

Que ce mouvement ait connu par la suite une évolution idéologique fondamentaliste est une chose que seule une islamophobie aveugle pourrait confondre avec le djihadisme terroriste dans lequel excellent des groupes comme

Aqmi et le Mujao. Justifier une guerre au Mali au nom de la lutte contre le fondamentalisme d'Ansar Dine c'est comme si l'Etat italien justifiait dans les années 70 et 80 une mise hors-la loi du parti communiste italien sous prétexte que les groupes terroristes des Brigades rouges et de Prima Linea usaient de la même rhétorique marxiste-léniniste !

Quatrième mensonge. La propagande française met l'accent sur le fait qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre Ansar Dine et les autres groupes djihadistes. La preuve c'est que Ansar Dine a gardé des contacts avec ces mouvements. Ansar Dine se défend en disant qu'il n'a rien à voir avec ces mouvements mais comme ils sont sur le même terrain, il est normal qu'il ait des contacts avec eux.

D'ailleurs, les services français entretiennent des contacts officiels sous la couverture du Quai d'Orsay avec ces groupes comme vient de le dévoiler un des chefs d'Aqmi au Mali, Abdelhamid Abou Zeid et ce, dans le but de libérer les otages français contre des rançons qui se sont avérées ces dernières années un mode bien commode de financer ces groupes terroristes dans leurs actions contre l'adversaire inavoué de la France dans la région : l'Algérie. Pire, rien n'interdit de penser que les services français regardent avec une certaine complaisance le jeu que certains protagonistes régionaux jouent avec les narcoterroristes du Mujao pour affaiblir l'encombrant voisin algérien…

Parmi les arguments servis pour justifier la soi-disant collusion d'Ansar Dine avec les groupes terroristes, la propagande française relayée malheureusement par certains médias algériens, il y a le fait qu'Ansar Dine refuse de combattre Aqmi et le Mujao en avançant que ce n'est pas son rôle à lui de les combattre, en tout cas pas avant la résolution du conflit avec Bamako et le retour de la paix et de la stabilité dans la région. Et dans ce cas, les djihadistes étrangers seront bien obligés de quitter le territoire malien de gré ou de force. Comme le rappelle à juste titre un porte-parole d'Ansar Dine, pourquoi les gouvernements occidentaux qui mettent aujourd'hui la pression sur le mouvement pour combattre Aqmi n'ont pas usé des mêmes pressions sur le régime du président malien déchu Amadou Toumani Touré dont la collusion avec les groupes narcoterroristes était avérée ?

Que le programme et l'interprétation rigoriste de la Charia islamique d'Ansar Dine posent problème, sans doute. Mais ce sera une affaire interne à la société touarègue et malienne et ce n'est en tout cas pas l'affaire de la France et des gouvernements africains à sa botte. Si l'application de la Charia devait constituer un objet de casus belli, la France devrait entrer sans tarder en guerre contre les pétromonarchies du Golfe et bientôt contre les pays arabes dont la nouvelle constitution devrait s'inspirer explicitement de la Charia : Egypte, Tunisie, Libye et bientôt Syrie !

Non content de semer la confusion au sein de l'opinion publique et d'essayer de diaboliser coïncidence que coïncidence Ansar Dine parce qu'il ne s'inscrit pas dans leur stratégie néocoloniale, les services français cherchent à faire diversion via les sites franco-israéliens amis qui font passer Ansar Dine pour une création tantôt saoudienne tantôt

qatarie, en laissant aux sites makhzéliens le loisir de vendre la thèse éculée qui voit dans le DRS algérien le nouveau démiurge de la géopolitique sahélo-saharienne.

Cinquième mensonge. Le gouvernement français a monté toute sa campagne diplomatique en direction de l'union africaine, l'union européenne et l'Onu en vue de justifier une guerre au Mali au nom de la défense de l'intégrité et de l'unité territoriale du Mali menacée par la déclaration d'indépendance unilatérale de l'Azawad proclamée par le MNLA. C'est peut-être le plus gros mensonge de cette guerre tant il est archi-connu que la France a toujours tenté de manipuler les mouvements séparatistes touarègues au Mali et au Niger pour faire chanter les gouvernements de Bamako et Niamey en vue de les amener à accepter ses conditions de « coopération » néocoloniales.

Il ne faut pas oublier que le mouvement séparatiste appelé MNLA a été créé dans la précipitation par Mohamed Ag Najem qui commandait un millier de mercenaires touarègues maliens au service du régime de Kadhafi et qui a été retourné par les services français quelques semaines avant la chute de Tripoli. Ag Najem aurait-il accepté de trahir Kadhafi et de retourner au Mali s'il n'avait pas eu les assurances de Paris pour pouvoir rentrer chez lui avec armes et bagages remplis d'or et de dollars pour jouer le nouveau rôle qui lui a été dévolu ?

C'est quand le MNLA a été chassé de ses positions conquises au nord par les combattants d'Ansar Dine et des autres groupes djihadistes que le gouvernement français a changé de fusil d'épaule et s'est mis à défendre hypocritement la thèse de l'intégrité territoriale du Mali. En fait, la diplomatie française est en train de réchauffer un vieux plan colonialiste visant à diviser l'Afrique et les Africains pour mieux régner.

Elle agite notamment l'épouvantail de l'islamisme pour faire passer la manipulation sordide des élites et des populations bambara au sud contre les tribus berbères et maures du nord qu'elle juge moins dociles et plus enclines à s'allier avec les nouveaux régimes qui sont en train d'émerger en Afrique du nord à la faveur des mouvements de contestation que les officines impérialistes cherchent à instrumentaliser et à dévoyer mais en vain. L'opposition entre populations musulmanes et populations chrétiennes et/ou animistes est en train de devenir un nouveau cheval de bataille idéologique impérial en Afrique comme l'illustre à merveille le laboratoire soudanais appelé à servir de modèle pour toute la région.

Sixième mensonge. Les médias français ont abreuvé les téléspectateurs d'images et de reportages bidon montrant des citoyens maliens dans la capitale qui applaudissent l'intervention française. Bien-sûr, il se trouvera toujours des Maliens qui se rappellent l'esclavage d'avant-hier des esclavagistes touarègues et maures et oublient l'esclavage moderne d'hier et d'aujourd'hui des colons et des capitalistes français mais la majorité des Maliens ne sont pas dupes du jeu de la France. Les médias français montrent ce qu'ils veulent montrer et s'imposent le silence sur les manifestations des patriotes maliens, réunis au sein de la COPAM (coordination des organisations patriotiques du Mali) qui ont appelé au lendemain de l'intervention française au départ du président malien qui n'a aucune légitimité démocratique.

Septième mensonge. Au lendemain de l'intervention française, les médias reprennent les communiqués triomphalistes du ministère français de la défense. Une centaine de djihadistes auraient été éliminés et leur avance vers le sud aurait été stoppée. Les pertes françaises sont minimisées. La perte d'un hélicoptère Gazelle a été attribuée au début à un crash. Mais voilà que les nouvelles moins rassurantes commencent à tomber. Ce n'est pas un hélicoptère mais deux qui ont été abattus dès le premier jour de l'opération. Le pilote d'un hélicoptère Gazelle, le lieutenant a été mortellement touché.

Mais le fait qui témoigne de la grossièreté des mensonges de guerre français est qu'on apprend au troisième jour de l'opération Serval que l'offensive des combattants d'Ansar Dine n'est pas totalement stoppée alors qu'on nous a assuré la veille qu'elle a été stoppée. Pire, le gouvernement français vient de renforcer son dispositif d'intervention militaire de manière spectaculaire et inquiétante comme s'il s'agissait d'une guerre contre une armée conventionnelle. A en croire le site spécialisé dans les questions militaires « Mer et marine » les forces françaises engagées actuellement au Mali proviennent du dispositif Epervier basé au Tchad et qui ne comprend pas moins que six Mirage 2000D, deux Mirage F1 CR, trois C135, un C130 Hercule et un C160 Transall. Et aux dernières nouvelles, on apprend l'engagement des Rafale ! La facture risque d'être très salée pour un Hollande qui cherchait à faire des économies mais surtout pour le peuple français appelé à se serrer encore plus la ceinture pour contribuer à cette guerre coloniale !

Mais comme un malheur n'arrive jamais seul. On apprend en même temps que l'opération d'un commando de la DGSE en vue de libérer un des leurs détenu par les miliciens du groupe Chabab en Somalie s'est soldée par un fiasco. L'otage aurait été tué et deux membres du commando de la DGSE éliminés. La propagande française voudrait faire croire que le commando de la DGSE a éliminé 17 djihadistes mais n'arrive pas à expliquer comment ils n'ont même pas pu récupérer les corps de leurs camarades tués. Les djihadistes somaliens ont même déclaré qu'ils détiennent un membre du commando français blessé mais vivant ! Ces déboires risquent d'annoncer d'autres conséquences beaucoup plus dramatiques pour les populations civiles du nord Mali et pour la vie des otages français eux-mêmes. Au lieu d'assurer sa sécurité et celle de ses ressortissants, la France est bien partie pour vivre quelques aventures que ne lui envieraient pas ses alliés de l'Otan qui lui ont promis jusqu'ici bien timidement leur soutien logistique. Tout cela pour l'uranium du Niger et les milliards de bénéfices d'AREVA et de SUEZ et leurs banquiers !

Source : [Oumma.com](http://oumma.com) [http://oumma.com/15432/mensonges-de-propagande-de-guerre-francaise-mali]